

penser créer agir
LES FÉMINISMES

7^E CONGRÈS INTERNATIONAL
DES RECHERCHES FÉMINISTES
DANS LA FRANCOPHONIE
24.08.2015 - 28.08.2015

www.cirff2015.uqam.ca

UQÀM | IREF
Institut de recherches
et d'études féministes

UQÀM | Service aux collectivités

RéQEF
RÉSEAU
QUÉBÉCOIS
EN ÉTUDES
FÉMINISTES

Atelier ANEF

Violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur



Mots clés : violences, harcèlement sexuel, université

En ce début de 21^{ème} siècle, les lieux de savoir semblent un des derniers bastions du tabou des violences sexistes et sexuelles. L'université apparaît comme le lieu d'une triple dénégation concernant le pouvoir, le genre et la sexualité. Dédiée au savoir, elle se veut désintéressée et ne se pense pas comme un espace de pouvoir ; elle pose le savoir comme neutre et asexué et reste aveugle au genre et aux mécanismes sociaux d'exclusion et de hiérarchie; enfin elle refoule la sexualité, le corps, les affects, ignorant la séduction charismatique des savants tentés d'abuser de leur statut. La levée du tabou est d'autant plus difficile que rares sont les pays où des données quantitatives et qualitatives sont disponibles sur le sujet, que ce soit en termes de prévalence des violences ou du point de vue des mécanismes de prévention ou de traitement des situations. De fait, malgré quarante années de luttes féministes sur les violences de genre, les avancées dans l'enseignement supérieur et la recherche en matière de prise en compte de ces violences semblent dérisoires. Il convient, dès lors, de mieux comprendre les processus d'inégalités et d'analyser selon quelles modalités se manifestent les différentes formes de violence dans des contextes sociaux et culturels divers.

Cet atelier a ainsi pour objectif de dresser un bilan comparé de la situation dans différents contextes de la francophonie, mais aussi de réfléchir aux résistances et à de nouvelles stratégies de lutte. Il s'agira d'actualiser les données, de visibiliser les dispositifs d'action, de mutualiser les savoir-faire. Chaque intervenant-e apportera des éléments statistiques pour quantifier les faits autant que faire se peut, des récits d'expériences de luttes et de confrontation aux institutions universitaires ainsi que des informations sur les dispositifs mis en place, en mettant l'accent sur leur évaluation.

Animation : Geneviève Pezeu, Agrégée d'histoire, membre de l'Association nationale des études féministes (ANEF), chercheure-doctorante à Paris-V-Descartes, en histoire de l'éducation pour les sciences de l'éducation (gpezeu@gmail.com)

Résumés des interventions

Fatou DIOP SALL, Enseignante à l'UFR LSH, Présidente de la Cellule Genre et Equité à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, **SENEGAL** - fatdiops@yahoo.fr

La production de données comme élément de prévention en matière de Violences Basées sur le Genre (VBG)

La violence comme le dit Françoise Héritier est historique et construite. Les violences basées sur le genre (VBG) touchent de plus en plus de personnes et demeure un défi majeur. Le Sénégal a ratifié la plupart des conventions internationales contre les violences basées sur le genre et a adopté un ensemble de lois les sanctionnant. Toutefois, le phénomène persiste toujours et touche des milieux insoupçonnés. De nombreuses recherches se concentrent sur l'espace domestique comme lieu, traditionnel de production et de prolongement de violences basées sur le genre. Cette communication présente des données sur les VBG en milieu de formation à partir des résultats de l'enquête menée par le Groupe d'études et de recherche (GESTES), avec l'appui financier et technique du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), dans le cadre du programme gouvernance, sécurité et justice. La recherche se veut une contribution au plaidoyer contre l'impunité et pour la prise en charge des VBG. L'étude a eu pour cadre les établissements scolaires moyens, secondaires et supérieurs, publics et privés. Trois universités publiques ont été retenues: l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (zone Ouest), l'université Gaston BERGER de Saint-Louis (zone nord) et l'université de Assane SECK de Ziguinchor (zone Sud). Pour les structures privées d'enseignement supérieur, deux principales universités privées (Université Dakar Bourguiba, Université Hampathé Ba) et quinze (15) instituts de formation supérieure ont été sélectionnés. Des enquêtes ont été menées dans treize (13) lycées situés à Dakar, à Kolda et Tambacounda. Au total, 300 personnes ont été interrogées dans les lieux de formation dont 113 élèves au niveau des lycées et 187 étudiants dans les universités et Instituts d'enseignement supérieur. L'approche quantitative a permis de mesurer l'ampleur du phénomène, les causes, le nombre de structures impliquées ainsi que les moyens utilisés pour faire face au VBG en milieu de formation. Les structures de prise en charge, les moyens déployés pour y faire face, le traitement judiciaire des cas de violence, les besoins en appui institutionnel des acteurs ont aussi été documentés. L'étude a abouti à l'élaboration d'une charte de non violence dans les milieux de formation en cours de validation.

Yves RAIBAUD Géographe, maître de conférences HDR à l'Université Bordeaux Montaigne.; Chargé de mission égalité femmes homme de l'université de Bordeaux - **FRANCE** - Yves.raibaud@u-bordeaux3.fr

Le rôle du sexisme et de la misogynie dans la construction et la reproduction des inégalités professionnelles à l'université

Cette communication est le produit de recherches menées à l'université Bordeaux Montaigne dans le cadre d'une mission égalité femmes hommes à l'université. La recherche s'appuie sur trois corpus : un bilan social sexué/genré qui mesure en détail les inégalités ; une enquête par questionnaire portant sur les interprétations que font les femmes elles-mêmes des empêchements qui limitent ou ont limité leurs carrières ; les enregistrements réalisés sur ce sujet avec trois groupes de femmes travaillant à l'université. L'hypothèse d'une autocensure ou d'une autolimitation des femmes dans leur carrière (possiblement liées aux contraintes de leur vie familiale) n'est pas suffisante pour expliquer les freins qu'elles subissent. Le « climat d'établissement », lorsque celui-ci est géré par et pour les hommes, favorise la multiplication des actes micro-machistes, les incivilités masculines, le sexisme, la misogynie. La gradation de ces actes (de la plaisanterie sexiste aux agressions sexuelles, déclarées dans l'enquête) forme un continuum de violences dont l'impunité conditionne le retrait relatif des femmes de leur carrière, sauf quand elles prennent des responsabilités où leur efficacité est mise au service d'une gouvernance masculine. La communication montrera aussi l'hétérogénéité des situations à l'intérieur d'une même institution, permettant d'imaginer les leviers du changement.

Véronique PERRY, Chercheure associée au LERASS, équipe Médiapolis, Didactique des Langues et Genre [Gender Studies and Language Teaching], Enseignante d'anglais et de FLE, Université Toulouse III - Paul Sabatier. **FRANCE** - veronique_perry@yahoo.com

Le harcèlement moral et le harcèlement sexuel, à l'université dans le secteur de la santé

Nous comptons montrer le continuum entre harcèlement moral et sexuel dans le contexte particulier des études de santé en France. Nous proposerons tout d'abord un état des lieux sur le sexisme et les violences sexuelles ancrées dans la médecine française. Nous parlerons plus précisément du récent scandale (le 20/01/2015) suscité par la révélation de l'existence d'une fresque peinte sur les murs d'une salle d'internes du CHU de Clermont-Ferrand, fresque représentant d'autres super-héros et héroïnes violer Wonder Woman laquelle symbolisait la ministre de la Santé, les bulles de la fresque disant «Tiens, la loi santé !!!». Nous nous appuyons également sur des témoignages faisant état de la souffrance étudiante lors des années de préparation au concours de médecine (L1 PACES), sur des productions écrites obtenues dans le cadre des cours d'anglais à la Faculté de Chirurgie Dentaire de Toulouse (représentations sexistes des professions de santé, extrême violence des relations de pouvoir) et sur la promotion d'affiches explicitement sexuelles par la corporation étudiante en dentaire (octobre 2014). Nous parlerons enfin des actions menées à l'Université de Toulouse 3-Paul Sabatier dans le cadre de la Commission Égalité Active. Par exemple celle pour contrer la diffusion d'affiches sexistes (*American Campus*, le 17/10/2013) ; celle pour intégrer, dans une enquête anonyme menée en 2015 auprès des étudiantes et doctorantes, la prise de conscience de ce qu'est le harcèlement sexuel. Ou encore les pistes proposées pour créer un lieu d'accueil et un groupe de parole afin que les étudiantes confrontées à des attitudes sexistes puissent s'exprimer et trouver un soutien (idéalement, à terme, créer un espace sur le modèle des *Women's Centers*).

Manon BERGERON, professeure au département de sexologie de l'UQAM et membre du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) – **CANADA**, bergeron.manon@uqam.ca

Sandrine RICCI, doctorante en sociologie à l'UQAM et membre du Réseau québécois en études féministes (RéQEF), Canada-ricci.sandrine@uqam.ca

Marie-France GOYER, goyer.marie-france@uqam.ca

Violences sexuelles en milieu universitaire : bilan des écrits et pratiques de mobilisation féministes à l'UQAM

Cette présentation s'inscrit dans un projet de recherche multi-sites visant à établir un portrait des expériences de violences sexuelles en milieu universitaire (VSMU) au Québec. Dans un premier temps et dans des considérations sociohistoriques, nous évoquons les principaux jalons de la mobilisation féministe contre le harcèlement et les violences à caractère sexuel à l'UQAM. Cette résistance ne date pas des événements qui ont défrayé la chronique à l'automne 2014, incluant le « stickergate », une action anonyme visant à dénoncer les agissements de membres du corps professoral. Notre présentation soumet à la discussion le constat que, portées par une constellation d'actions féministes sur le sujet de la violence contre les femmes, les récentes pratiques de mobilisation collective à l'UQAM ont favorisé à la fois la création de solidarités militantes et académiques, des avancées en matière de lutte institutionnelle contre les VSMU et des débats parfois hostiles, autour d'un phénomène largement méconnu. Dans un deuxième temps, nous présentons les résultats d'un bilan des écrits. Les études provenant surtout des États-Unis, elles permettent peu de rendre compte des réalités québécoises. Les travaux les plus près de nous, issus de l'Université d'Ottawa, révèlent des taux de violences à caractère sexuel préoccupants et soulèvent qu'une majorité d'étudiantes auraient vécu au moins un épisode de harcèlement depuis leur entrée à l'université. Notre recension s'articule autour de thématiques centrales des VSMU, notamment les contextes dans lesquels ces violences apparaissent, les nombreuses conséquences possibles, les motifs de dévoilement ou de non dévoilement.

Collectif CLASCHES ; Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur.- clasches@gmail.com

Que faire en cas de harcèlement sexuel ? Le guide d'information sur le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche

Le CLASCHES (Collectif de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur) combat depuis 2002 pour lever le silence sur la question du harcèlement sexuel, pour sensibiliser, pour diffuser des informations juridiques et pour obtenir la réforme des institutions universitaires et de recherche. Après avoir présenté les actions du CLASCHES, cette intervention reviendra sur la réalité du harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche en France et sa (non) prise en charge. Il s'agira en particulier d'insister sur les nombreux obstacles qui existent pour que les victimes obtiennent réparation et que les agresseurs soient condamnés.

CLASCHES - *Collectif de Lutte Anti-Sexiste Contre le Harcèlement sexuel dans l'Enseignement Supérieur* <http://clasches.fr> & <http://www.facebook.com/clasches.collectiffeministe>